

Soros et la société ouverte : Les dessous de la stratégie mondialiste



Le milliardaire George Soros est un militant du mondialisme. Il consacre l'essentiel de son immense fortune à détruire les États-Nations, en favorisant une invasion migratoire majoritairement venue des pays africains. Il nous a semblé intéressant d'interroger Pierre-Antoine Plaquevent, auteur de « Soros et la société ouverte », d'autant plus que l'auteur, qui dit des choses fort intéressantes sur l'homme d'affaires, ne cache pas une proximité avec le discours d'Égalité et Réconciliation. Il estime notamment que l'islamisation n'est que la conséquence de l'invasion migratoire, et paraît s'opposer au combat que mène notre site. C'est même à cause de nos apéro saucisson-pinard qu'il a quitté le Bloc Identitaire. Donc, dans notre meilleure tradition, nous lui donnons la parole, et ne doutons pas que certains de ses propos susciteront des commentaires enflammés...

Riposte Laïque : Vous venez de publier un livre intitulé

« **Soros et la société ouverte** », aux éditions « **Le retour aux sources** », avec une préface de Xavier Moreau, et une post-face de Lucien Cerise. Avant d'évoquer cet ouvrage, pourriez-vous vous présenter à nos lecteurs, qui ne vous connaissent pas tous ?

Pierre-Antoine Plaquevent : Avant d'être écrivain j'ai longtemps été militant politique, tout d'abord par un passage au sein de l'extrême gauche extra-parlementaire puis en rejoignant la droite identitaire. J'ai milité plusieurs années dans la mouvance identitaire que je concevais comme l'avant-garde des défenses immunitaires de nos peuples face à la menace de populicide des peuples indigènes de l'Europe que l'extrême-gauche refusait de voir. Au sein de cette mouvance je gardais une forte imprégnation sociale mais aussi anti-globaliste, j'y ai mené dans cet esprit plusieurs actions qui à l'époque étaient inédites à droite. Par exemple le partenariat avec des associations africaines qui luttait contre l'émigration des forces vives africaines vers l'Europe, cela autour du mot d'ordre : « 0 % racisme – 100 % identité ». Ce furent des années formatrices à bien des égards, surtout humainement, dans une époque où les jeunes hommes n'ont plus nulle part où aller pour apprendre à devenir des hommes et à prendre leur place dans une société en état de liquéfaction avancée. Dès cette époque j'avais aussi des liens avec la nébuleuse en formation qui allait devenir l'association *Égalité et Réconciliation* qui fait un travail de formation incroyable et avec qui je travaille encore tout en gardant des liens réguliers avec les réalités métapolitiques identitaires qui me semblent fondamentales comme TV-Libertés ou l'institut Polémia de Jean-Yves Le Gallou.

J'ai quitté la mouvance identitaire lorsque furent organisés les fameux « apéros saucisson-pinard » desquels Riposte Laïque était en partie à l'origine. J'y voyais une dérive dangereuse qui allait nous mener progressivement dans l'impasse des revendications néotribalistes, à savoir se focaliser sur les

conséquences (l'islamisation) et oublier les causes : les politiques migratoires d'inspirations globalistes. Nous sortions du politique pour rentrer dans le sentimentalisme et la plainte victimaire. J'y ai vu une tentative de nous mener vers un agenda néoconservateur à la française et de nous enfermer dans une dialectique insoluble face à l'islamisme militant. Une dialectique qui souhaite instrumenter la mouvance identitaire comme un rouage d'une mécanique d'ingénierie sociale très bien pensée par les pouvoirs non-élus qui orientent les vies de nos sociétés. Faire s'affronter les restes identitaires des tribus indigènes européennes avec les nouveaux venus déracinés constituent l'un des outils de fracturation des États-nations qu'emploie le mondialisme une fois que la politique de société ouverte sans-frontiériste a porté ses fruits. Société ouverte et néoconservatisme tribal avancent de concert pour faire éclater les ensembles géopolitiques adversaires du mondialisme et de son horizon d'attente postnational. C'est la méthodologie dialectique de la « schismogénèse » que j'expose dans mon ouvrage.

Aussi je me réjouis de pouvoir mener avec vous cette discussion que je n'ai pas eu le temps d'avoir avec vous à l'époque. Merci de m'accueillir sur votre site.

Riposte Laïque : Avant de parler du projet mondialiste, pourriez-vous nous dire quelle est la puissance de frappe, qu'on juge inédite, de George Soros, et ses moyens d'action et de nuisance ?

Pierre-Antoine Plaquevent : La spécificité de George Soros est d'être un ardent militant de la cause mondialiste, mais aussi de posséder des velléités de marquer l'Histoire de par son action dans le monde. Il use ainsi de sa fortune non pas juste pour son bon plaisir, mais réellement dans un esprit globaliste missionnaire. Pour ce faire il dispose d'un outil de dimension planétaire au travers de son réseau l'Open Society Foundations : les fondations pour une société ouverte.

Les fondations Open Society comptent officiellement plus de 40 fondations nationales et régionales interconnectées entre elles à travers le globe, mais elles sont en fait beaucoup plus nombreuses, car chaque branche de l'OSF entretient elle-même son propre réseau d'associations de terrain et finance de nombreuses autres ONG réticulaires. Il s'agit d'un réseau d'organisations non gouvernementales (ONG) réparties sur tous les continents et dont l'action se déploie dans des thématiques sociales, sociétales ou politiques telles que les migrations, la dépénalisation des drogues, les nouvelles normes sociétales (théories du genre, propagande LGBT), les déstabilisations de régimes politiques jugés autoritaires, la liberté de la presse, l'écologie etc.

Présente sur quasiment tous les continents, le budget officiel de l'OSF pour l'année 2017 était évalué à 940,7 millions de dollars. Pour 2018, ce budget a rejoint les 1, 005 milliard de dollars. Les dépenses totales de l'OSF depuis sa création sont estimées quant à elles à 14 milliards de dollars pour ses 33 années d'activité. Si on inclut les derniers 18 milliards de dollars que George Soros a légués en 2017 à l'OSF, il a versé en fait depuis 1984 pas moins de 32 milliards de dollars sur sa fortune personnelle à sa fondation. Cela donne une idée de l'ampleur démesurée des moyens dont dispose le réseau Open Society Foundations pour réaliser le projet globaliste de fin des États-nations cher à George Soros. Une puissance qui lui permet de se définir lui-même comme un « chef d'État sans État ».

Dans mon étude j'ai étudié différents champs d'action de George Soros et de ses réseaux, parmi ceux-ci je peux vous donner l'exemple significatif de la question migratoire. Un domaine dans lequel les réseaux Soros s'investissent massivement, cela depuis les hautes sphères des institutions internationales jusqu'au soutien aux associations immigrationnistes de terrain telles celles qui chapeautent le fameux « No borders » et autres activistes. L'ensemble des

moyens dont usent les réseaux Soros pour imposer leur agenda migratoire est ici colossal, le budget que l'Open Society consacrait à la seule question migratoire en 2018 était de 63,3 millions de dollars. De plus, en septembre 2016, George Soros promettait d'investir 500 millions de dollars de placements en actions dans des investissements qui bénéficient aux migrants. On comparera les sommes investies par L'OSF avec le budget de « Frontex » (l'agence pour la surveillance des frontières européennes) qui est évalué quant à lui à 300 millions d'euros pour 2017. L'ensemble des pays européens investissent donc moins pour la défense de leurs frontières maritimes que les moyens mis en œuvre par Soros, l'Open Society Foundations et l'ensemble de leurs soutiens privés pour acheminer les migrants en Europe. Cette puissance financière permet en outre d'effectuer d'importantes campagnes de lobbying en faveur des changements juridiques dans le droit international sur le statut des migrations. Un travail d'influence qui se situe en amont du « Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » que de nombreux États membres de l'ONU ont signé en décembre dernier.

George Soros est aussi l'un des créateurs et financiers du think tank euro-mondialiste : ECFR – l'European Council on Foreign Relations. L'ECFR est lui-même lié à un autre think tank européiste l'Initiative de stabilité européenne (en anglais ESI) qui sera à l'origine du « plan Merkel » sur l'immigration. C'est ce plan qui organise l'accueil par l'Allemagne de plus d'un million de migrants depuis 2015. Ce plan Merkel était en fait directement inspiré par un plan que George Soros intitulé « Rebâtir le système du droit d'asile ». Le plan de Soros donnait en fait les directives à suivre pour que l'Europe ne soit plus qu'un couloir de passage ouvert à toutes les migrations venues d'Afrique et d'Orient. Soros profitait des flux migratoires consécutifs aux guerres en Syrie et en Libye pour faire accepter par l'UE son projet d'implantation massive des migrants en Europe occidentale.

Il faut comprendre la logique d'ensemble qui anime l'action des réseaux mondialistes. Par exemple, l'une des organisations les plus impliquées dans l'installation d'immigrés venant de Syrie en Europe est l'association Human Rights Watch dont le fondateur n'est autre qu'Aryeh Neier, l'ancien président de l'Open Society de 1993 à 2012 et qui est aujourd'hui son président d'honneur. Cette même Human Right Watch est l'une des ONG les plus écoutées par les instances internationales dans les accusations de crimes de guerre portées contre l'État syrien et le président Bachar al-Assad. L'ensemble du tableau est assez clair : d'un côté la crise des migrants causée par les guerres en Libye et en Syrie crée des flux migratoires intenses et de l'autre ces mêmes flux peuvent être utilisés pour affaiblir l'Europe et lui proposer des solutions de gestion de crise d'inspiration globaliste.

Dissoudre les équilibres géopolitiques et stratégiques existants pour les reconfigurer selon ses intérêts, telle est la méthodologie du mondialisme et de la société ouverte. L'utilisation des flux migratoires, des brigades internationales islamistes, ou encore les déstabilisations de régimes politiques (printemps arabes etc) ou même l'invasion militaire pure et simple (comme en Irak ou Afghanistan) constituent toute une gamme de technologies politiques dont disposent les mondialistes pour faire avancer leur projet partout dans le monde.

Riposte Laïque : La plupart de nos lecteurs savent que George Soros et ses réseaux travaillent à un projet mondialiste, qui, pour se concrétiser, doit éradiquer les États-Nations. Vous y évoquez également la philosophie politique qui accompagne cette offensive. Pouvez-vous développer cela ?

Pierre-Antoine Plaquevent : La philosophie politique de George Soros est effectivement d'essence mondialiste. Alors qu'est-ce que le mondialisme ? Le mondialisme constitue à la fois une idée politique contemporaine et un projet de réorganisation du monde selon les intérêts d'une minorité. Une minorité qui

s'organise comme une oligarchie planétaire intégrée qui travaille à réaliser un nouvel ordre politique du monde qui serait conforme aux intérêts immédiats de la finance internationale. Un nouveau « nomos de la terre » pour reprendre une terminologie du juriste Carl Schmitt qui serait postpolitique et qui verrait l'avènement définitif du règne des marchands, des financiers et des technocrates sur tous les autres secteurs de la société : culture, politique, éducation etc. Un réagencement de l'ordre politique international qui vise à l'accaparement de toutes les ressources stratégiques de l'humanité par cette minorité qui travaille à l'établissement d'un État mondial des multinationales et des très grands conglomérats économiques en lieu et place des États-nations historiques et des formes traditionnelles d'organisation politique, cela partout dans le monde. Au Moyen-Orient, en Afrique ou en Amérique latine, ce projet globaliste avance par les déstabilisations politiques, voire par la guerre ouverte et l'invasion militaire là où chez nous, en Occident, ce projet de fin des États-nations est mené de manière indirecte par des vecteurs politiques, culturels et stratégiques qui visent à transformer la société par paliers et par étapes progressives. De manière très concrète, le globalisme constitue la plus aboutie des formes de contrôle social et politique de l'époque contemporaine.

Une notion centrale élaborée par les théoriciens et les acteurs du globalisme est celle qu'ils désignent sous le terme de « société ouverte » en référence au livre de Karl Popper, « la société ouverte et ses ennemis ». Un livre écrit dans la première partie du XX^e siècle dans lequel Karl Popper exposait les grands axes de la philosophie politique du cosmopolitisme. Ceci afin de réarmer la pensée libérale face à ses concurrents communistes et fascistes qui gagnaient à l'époque des nations entières. Je suis arrivé à la conclusion que cette notion de « société ouverte » désigne en fait, pour ceux qui y ont recours, le projet de modification permanente et furtive de l'ensemble de la société pour le compte des intérêts de la

haute finance. Il s'agit d'un projet de domination et de transformation sociale à grande échelle camouflé en une utopie internationaliste et humanitaire.

Comme il l'expose lui-même au début de son livre, Karl Popper pense qu'il faut transformer la société par étapes et par « interventions limitées » ; cela de manière quasi furtive et par touches imperceptibles. C'est ce que nous vivons et constatons en Occident depuis les cinquante dernières années. Le but est de fluidifier, de dissoudre les agrégats humains rétifs aux changements impulsés par la chaîne : finance et idéologie, médias et opinions, technocratie et organisations non gouvernementales, politique parlementaire, et enfin les populations – le sheptel humain, nous, les Gilets jaunes. L'idée centrale de cette notion de « société ouverte » s'avère être en fait un prétexte démocratique et une idée-force mobilisatrice dont l'horizon d'attente est l'intégration de toute l'humanité sous la forme d'un État mondial. Un projet de contrôle planétaire total dont l'objectif pourrait être résumé ainsi : une seule terre pour une seule humanité, gouvernée par une minorité prétendument éclairée.

Surtout, en plus d'être une idéologie, il s'agit d'une praxis politique qui se déploie dans des domaines aussi divers que les déplacements de masse des populations, la dépénalisation de l'usage des stupéfiants au niveau mondial, les nouvelles normes sociétales (promotion de l'homosexualité etc), ou encore l'influence médiatique et bien entendu des changements de régime politiques. Une subversion politique intégrale qui s'appuie sur tous les relais possibles.

Le cosmopolitisme est une guerre permanente contre les peuples qui dure depuis longtemps et qui est menée par des factions très organisées des élites bancaires, médiatiques, culturelles et politiques internationales. Je montre dans mon livre comment dans cette guerre permanente, le bolchévisme fut manipulé sans remords et avec le même cynisme que le sont aujourd'hui les transferts massifs de population et

l'immigration par des forces du même type. La forme actuelle de cet internationalisme agressif est l'idéal de la société ouverte et l'action de ses réseaux.

Bien au-delà du seul George Soros et de ses fondations, il s'agit d'appréhender comment, à la confluence de l'ingénierie sociale, du soft-power et du millénarisme politique, des pouvoirs non élus ont élaboré un outil de domination des populations qui n'a pas son équivalent dans l'Histoire. Je trace ainsi dans mon livre la généalogie profonde et diverse du projet mondialiste. On y retrouve les cercles de l'élite financière anglo-saxonne, comme les fameux « socialistes fabiens » qui sont à l'origine de la prestigieuse London School of Economics dans laquelle George Soros a effectué ses études et où a enseigné Karl Popper mais aussi le freudo-marxisme déconstructeur de l'École de Francfort et surtout les pères fondateurs de la cybernétique et de l'ingénierie sociale au travers de figures comme le chercheur Gregory Bateson. Un anthropologue et épistémologue dont les travaux vont fournir au projet de société ouverte des clefs de compréhension afin de manipuler les tensions intercommunautaires partout dans le monde.

Il s'agit ici de diagnostiquer les brèches existantes dans un corps social et d'y instrumenter les minorités contre les majorités. C'est l'une des raisons pour lesquelles, à chaque conflit, on voit fondre comme des rapaces les BHL, Soros et autre Glucksmann au secours des minorités. En Ukraine, on appuiera les nationalistes de l'Ouest ; dans le monde arabe ou en Turquie, les Kurdes ; en Espagne, les indépendantistes catalans ; en Birmanie les Rohingyas ; en France, les populations d'origines étrangères, les migrants etc. Bref partout il s'agit de verser du sel sur les plaies des nations et d'aller jusqu'à instrumenter les nationalistes sans États pour miner les États-nations existants et les fracturer. L'arme des minorités est l'outil idéal afin d'ouvrir de force les sociétés rétives à l'agenda du changement permanent. Le

changement c'est maintenant ! La société ouverte en marche ! Émietter les nations et les réduire à l'impuissance géopolitique relève d'une politique classique pour un empire et le mondialisme, qui se veut un empire universel et définitif, use de ces moyens partout dans le monde.

Enfin, au terme de mon étude j'expose les racines religieuses du projet de société ouverte, notamment au travers d'une mystique de la fin de l'État issue d'une forme sécularisée du judaïsme, plus précisément d'un courant que l'on désigne du terme de messianisme actif.

Riposte Laïque : Justement, dans certains milieux, on met en avant la judéité de Soros pour expliquer son action. Pensez-vous cet élément déterminant pour comprendre l'idéologie de George Soros ?

Pierre-Antoine Plaquevent : Soros, en tant que juif de la diaspora, semble assez réticent face à ce qu'il nomme lui-même le tribalisme juif. Une attitude ambivalente qui lui est souvent reprochée par les néo-conservateurs aux États-Unis mais aussi en Israël où il est la cible régulière des attaques de la droite et de Netanyahou qui accusent l'Open Society d'affaiblir l'État israélien. Je parle assez longuement dans mon étude de cette dialectique qui existe entre nationalisme sioniste et cosmopolitisme « sorosien ». Avigdor Eskin – un activiste sioniste ultra qui est aussi un analyste politique engagé – expliquait récemment que les accusations de corruptions portées contre Benjamin Netanyahu en Israël seraient le fruit d'une campagne de déstabilisation menée en Israël par Soros et ses réseaux en raison de la politique de contrôle des flux migratoires que cherche à mener Benjamin Netanyahou. Eskin accuse même Soros d'être selon ses dires : « un ennemi systémique d'Israël ». Il est significatif de noter au passage que ce Avigdor Eskin est un juif russe et israélien accusé d'avoir mené des provocations antimusulmanes virulentes comme par exemple le projet de catapulte des têtes de cochons sur la mosquée al-Aqsa ou encore d'avoir profané (avec une

tête de cochon là encore, est-ce un ami à vous ?) la tombe du Sheikh Izz ad-Din al-Qassam, une figure célèbre du nationalisme palestinien. Cette personnalité extrême, dont les actions rappellent les vôtres en France, est symptomatique de cette tendance qui s'affirme tant en Israël qu'en Occident et que d'aucuns définissent comme un « national-sionisme ». C'est une question importante car il s'agit de comprendre jusqu'où cette dialectique national-sionisme / société ouverte est réelle ou si elle constitue une sorte de spectacle politique mondial coordonné par les élites financières afin de ne pas perdre le contrôle de l'opinion publique face à la montée de l'opinion nationale-populiste partout en Occident.

En fait, selon l'interlocuteur, Soros semble assez fluide et adaptatif sur la question de son identité juive. Il fait par exemple l'aveu étonnant de l'antisémitisme supposé de sa propre mère : « ma mère était antisémite et honteuse d'être juive (...) Étant donné la culture dans laquelle nous vivions, être juif était une stigmatisation, un désavantage, un handicap. Dès lors il y avait toujours le désir de transcender cette appartenance, de lui échapper. » (Cf « The world according to Soros » Connie Bruck) mais il affirme aussi par ailleurs que son identité juive est fondatrice de sa vision cosmopolite du monde : « Je suis également conscient que je porte une part d'utopie juive dans ma façon de penser. Mes fondations me rattachent à cette tradition. » et écoutez bien ce passage significatif : « Voilà pourquoi le concept de l'union européenne me passionne tellement. Là toutes les nations sont minoritaires, et c'est la raison qui fait que ce projet me tient à cœur. (...) Donc, pour répondre à votre question initiale – mes opinions ont-elles quelque chose à voir avec mon héritage juif ? – je dirais oui, sans hésiter. Et je ne vois pas en quoi cela poserait un problème. » (« Le Défi de l'argent » – George Soros 1995)

D'une certaine manière, comme de nombreux juifs athées et acculturés (il se dit athée), George Soros est pris dans un

piège psychologique qui l'empêche de pleinement s'identifier à sa communauté d'origine tout en l'empêchant de se fondre pleinement dans l'identité européenne et chrétienne (même sécularisée). Je peux me tromper mais il me semble que son zèle missionnaire cosmopolite incessant peut être vu comme une fuite perpétuelle de ce tiraillement identitaire qui le taraude depuis l'enfance et dont il a hérité de par sa famille. C'est un schème récurrent de l'identité juive à travers les âges ; cet affrontement interne au judaïsme qui ne cesse de se polariser entre tribalisme racial et universalisme radical semble même constituer l'un des propulseurs de l'Histoire universelle depuis l'ancienne Égypte. Une identité juive toujours tiraillée entre assimilation aux nations et affirmation radicale de sa spécificité.

C'est une question complexe et souvent abordée de la mauvaise manière mais on ne peut l'évacuer si l'on veut comprendre les origines du cosmopolitisme contemporain et de son utopie. Dans mon étude je montre que les pères fondateurs de la notion de société ouverte sont pour la plupart issus du judaïsme. Ainsi par exemple les membres de l'École de Francfort, on citera parmi eux : Max Horkheimer, Theodor W. Adorno, Walter Benjamin, Henryk Grossmann, Leo Löwenthal, Siegfried Kracauer, Erich Fromm, Friedrich Pollock, Franz Leopold Neumann ; les figures principales des recherches sur l'ingénierie sociale, parmi elles Kurt Lewin ou John von Neumann ou encore certaines des figures les plus importantes de l'Open Society comme George Soros ou Aryeh Neier et bien évidemment Karl Popper lui-même, ont toutes en commun le judaïsme comme « background » familial et l'utopie d'un monde sans frontières comme horizon d'attente métapolitique. Ça n'est pas de l'antisémitisme de le reconnaître mais juste du réalisme politique et le fruit d'un travail d'étude analytique des racines du mondialisme.

C'est la question du judaïsme politique qu'il convient d'aborder de manière froide et distanciée, comme tout autre

objet d'étude. De la même manière que des chercheurs juifs comme Zeev Sternhell ou Léon Poliakov étudient de manière brillante le domaine du nationalisme européen, pourquoi ne pourrions-nous pas, quant à nous, étudier le judaïsme politique sans arrière-pensées ni velléités et l'exposer au grand public ? De manière universitaire et classique, des chaires universitaires de judéologie politique devraient être développées partout en Occident afin de permettre aux non-juifs de sonder les arcanes du judaïsme et de ses différents courants politiques, parfois convergents, parfois opposés. À ce titre les travaux de Michael Löwy sur le messianisme politique et la mystique de la fin de l'État dans le judaïsme sont juste passionnants. Dommage qu'ils ne soient confinés qu'aux seuls domaines restreints des chercheurs. Il y démontre les liens qui unissent l'utopie cosmocratique avec certaines récurrences religieuses archaïques issues du judaïsme chez des auteurs et des militants que l'on n'imaginerait pas être des personnalités religieuses au sens que ce terme recouvre dans l'acceptation commune. Un état d'esprit qu'il décrit comme « utopique/millénariste moderne ».

Riposte Laïque : Voyez-vous une issue au projet de société ouverte et de fin des nations ?

Pierre-Antoine Plaquevent : Depuis le début de la crise politique des Gilets jaunes, je pense que la faillite du projet de société ouverte est structurelle. J'expliquais lors d'une conférence en novembre que, quelles que soient ses formes à venir, la contestation du projet de société ouverte et de dissolution des nations gagnera des secteurs toujours larges des populations qui voient leur simple survie économique menacée. De plus, à mesure que la répression va se durcir, la colère augmentera et poussera les Gilets jaunes à comprendre la véritable nature populicide du projet de société ouverte porté par nos élites. Au niveau global, j'analyse l'utilisation des masses immigrés comme le dernier recours que possède le globalisme pour contrer le « populisme » des

populations autochtones opposées au projet de fin des États-nations et de dilution de la citoyenneté nationale dans une chimérique citoyenneté mondiale.

Pour revenir au début de notre entretien, je pense que ce qui se passe en France (mais aussi en Italie) donne raison à la ligne politique que j'ai toujours défendue et qui est trop rarement entendue à droite en France : à savoir la convergence du social et de l'identitaire. Du social entendu comme défense des producteurs face au parasitisme de la bourgeoisie mondialiste qui a fait sécession avec sa population et des racailles qui vivent d'assistanat et de rapine. Les Français veulent le retour de la sécurité et pouvoir vivre dignement de leur travail. Ils veulent le contrôle de l'immigration, la liberté d'entreprendre et la fin des lois contre nature comme le mariage pour tous. Surtout ils veulent le retour de la liberté d'expression.

Les Français ne se révoltent pas contre l'islam mais bien contre ceux qui organisent le Grand remplacement (et donc à terme l'islamisation) dont Macron est le gauleiter francophone. Les Français sont en train de montrer qu'ils sont libres et bien plus intelligents que ce qu'imaginaient les Éric Zemmour, Goldnadel, Bercoff, Houria Bouteldja et autre Ivan Rioufol ; eux qui pensaient nous envoyer nous entretuer comme des animaux entre musulmans et « souchiens » dans les ruines de la société ouverte et du consumérisme déclinant. Au lieu de cela les Français se soulèvent aujourd'hui contre les conséquences du projet mondialiste et même pour les plus éveillés contre ses causes.

Les Français ne veulent pas d'une guerre civile, ils veulent le retour de la souveraineté et l'arrêt de l'immigration de peuplement, seuls freins possibles à la guerre civile et à la « stasis » euromondialiste. Les Français savent qu'ils n'ont plus de munitions face au moloch globaliste et quand il ne vous reste plus qu'une balle, c'est la d'abord tête qu'il faut viser ! Et la tête c'est la finance cosmopolite type Soros. Si

nous restaurons l'État alors tout nous sera donné de surcroît, sans cela, sauve qui peut hors de France ! Il nous pend au nez une débâcle généralisée face à laquelle celle de 1940 n'est encore rien, car au moins à cette époque le substrat anthropologique et spirituel de la France n'était pas atteint aussi gravement qu'aujourd'hui.

D'ailleurs, entre parenthèses, on peut penser que le pouvoir arrose généreusement les caïds des cités vu le calme relatif qui y règne malgré le climat insurrectionnel généralisé depuis novembre. On voit aussi le différentiel de traitement par les forces du désordre organisé entre les Gilets jaunes et Toufik dealer d'en-bas de chez moi et ses copains. À ce jeu-là, les Français sont en train de comprendre dans leur chair, qu'après des années de laisser-faire pour les vrais bandits et les terroristes, la violence qui s'abat sur les Gilets jaunes est complètement disproportionnée et injuste si on la compare au laisser-faire face à l'insécurité et au terrorisme. Dans cette configuration, police et racailles ne sont malheureusement pour l'instant que les deux mâchoires d'une même tenaille qui visent à tenir en laisse les autochtones face à une clique mondialiste qui utilise les outils de notre État contre nous-mêmes.

Les Français sont en train de découvrir que la police n'a plus comme but premier la défense de l'ordre public mais bien la défense de l'idéologie et du programme de dissolution de la France. C'est tragique et monstrueux, j'espère sincèrement que des policiers et gendarmes le comprendront aussi sinon à terme nous. C'est une méthode de gestion des populations par les démocraties de marché qu'a très bien décrite le philosophe suisse Éric Werner dans ses livres « l'Après-démocratie » et l'« Avant-guerre civile ».

Ce qui manque réellement en France pour transformer le soulèvement national des Gilets jaunes en véritable révolution antimondialiste, en révolution anti-Soros c'est l'émergence d'une « droite révolutionnaire » au sens où l'entend

l'historien juif Zeev Sternhell, car la sociologie profonde des Gilets jaunes n'est pas gauchiste, la révolte des Gilets jaunes est une révolte des producteurs contre le globalisme, la dette bancaire et le cosmopolitisme.

« Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes ! » comme disaient les paroles de l'Internationale !

Propos recueillis par Pierre Cassen